

Le Modèle de Partenariat Public-Privé (PPP) en Tant que Stratégie clé pour Libérer le Potentiel de l'Industrie Africaine des Aliments pour l'Aquaculture

CONTEXTE

L'aquaculture en Afrique est l'un des secteurs de production alimentaire qui connaît la croissance la plus rapide, avec un potentiel important pour contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au développement économique FAO (2022). Le développement de l'industrie aquacole africaine dépend de la disponibilité d'aliments de haute qualité fabriqués à partir d'ingrédients destinés à l'alimentation animale AU-IBAR (2019). Cependant, le secteur est confronté à des contraintes majeures, au premier rang desquelles figurent l'insuffisance de l'offre, le coût élevé et la qualité variable des aliments pour l'aquaculture Tacon, et.al (2015). Les coûts des aliments représentent souvent 60 à 80 % des dépenses totales de production, ce qui en fait un facteur déterminant de la rentabilité et de la compétitivité des exploitations aquacoles Obiero et.al (2019).

Alors que la demande en poisson ne cesse d'augmenter sous l'effet de la croissance démographique et de l'évolution des habitudes alimentaires, la capacité locale de production d'aliments pour poissons demeure insuffisante dans de nombreux pays africains pour répondre aux besoins du marché, tant en quantité qu'en qualité. Les usines existantes fonctionnent souvent en deçà de leur potentiel en raison d'un accès limité au financement, de technologies inadaptées, d'infrastructures déficientes et d'un approvisionnement irrégulier en matières premières de qualité. En outre, l'absence de mécanismes rigoureux de contrôle de la qualité entraîne des normes nutritionnelles variables, compromettant la croissance des poissons et la confiance des producteurs aquacoles Munguti et al. (2019).

L'industrie de l'alimentation animale est un secteur international très concurrentiel, basé sur le marché des matières premières pour l'alimentation animale et les économies d'échelle El-Sayed, (2020). Une usine d'aliments aquacoles économiquement viable doit généralement produire environ 50 000 tonnes d'aliments par an et nécessite un investissement en capital considérable (généralement entre 10 et 20 millions de dollars américains). En raison des volumes considérables produits par une seule usine, l'établissement d'une fabrique d'aliments aquacoles constitue un investissement stratégique à l'échelle régionale, favorisant la croissance d'une production aquacole rentable. En l'absence d'une usine régionale d'aliments pour animaux aquatiques, les aquaculteurs dépendent de l'importation d'aliments à des prix élevés Banque mondiale (2014).

Les institutions du secteur public ont déployé des efforts pour soutenir la production d'aliments aquacoles à travers la recherche, les services de vulgarisation et la mise en place de cadres politiques. Cependant, leur capacité à accroître la production et à faire appliquer les normes reste souvent limitée en raison de contraintes budgétaires et de capacités opérationnelles insuffisantes. À l'inverse, le secteur privé dispose de compétences techniques, d'un potentiel d'investissement et d'une capacité d'innovation, mais il hésite souvent à investir en l'absence d'un environnement politique favorable et de mécanismes de marché fiables (GIZ, 2021).

L'approche du partenariat public-privé (PPP) offre une voie viable pour combler ces lacunes. Grâce au partage des responsabilités, des risques et des avantages, les PPP peuvent mobiliser des capitaux, améliorer l'adoption des technologies, renforcer les systèmes de contrôle de la qualité et créer des chaînes de valeur durables pour les aliments aquacoles (Banque mondiale, 2020). Tirer parti de ces partenariats peut améliorer l'efficacité de la production d'aliments, réduire la dépendance vis-à-vis des importations, diminuer les coûts et améliorer l'accès des aquaculteurs à des produits fiables et de haute qualité, contribuant ainsi au développement durable de l'aquaculture à travers toute l'Afrique FAO (2021).



ENJEUX CLÉS

Bien que de nombreux efforts soient déjà déployés pour accélérer la réforme et le développement durable de l'aquaculture en Afrique, certains problèmes persistent en ce qui concerne la production d'aliments pour poissons, notamment :

1. Capacité de production insuffisante

De nombreuses usines d'aliments pour animaux africaines fonctionnent en dessous de leur capacité ou utilisent des technologies obsolètes, ce qui limite la quantité d'aliments produits et ne permet pas de répondre à la demande croissante des exploitations aquacoles.

2. Coûts élevés des aliments

Les prix des aliments sont souvent gonflés en raison des coûts élevés de l'énergie, de la dépendance à l'égard des matières premières importées (par exemple, le soja, la farine de poisson) et de l'inefficacité des systèmes locaux de production et de distribution.

3. Qualité irrégulière des aliments

L'absence de systèmes normalisés de contrôle de la qualité et de certification se traduit par des profils nutritionnels incohérents, une efficacité réduite de la conversion alimentaire et des taux de croissance des poissons plus faibles.

4. Faiblesse des chaînes d'approvisionnement en matières premières

La mauvaise organisation des chaînes d'approvisionnement en ingrédients de qualité, associée aux pertes après récolte et aux pénuries saisonnières, perturbe les calendriers et la cohérence de la production alimentaire.

5. Accès limité au financement

Les petits et moyens producteurs d'aliments pour animaux et les fournisseurs d'ingrédients sont souvent confrontés à des obstacles pour accéder à des crédits abordables, ce qui entrave les investissements dans des équipements et des technologies modernes.

6. Liens insuffisants entre la recherche et l'industrie

La faible collaboration entre les instituts de recherche, les universités et les producteurs privés d'aliments pour animaux ralentit l'adoption d'innovations dans la formulation des aliments, les ingrédients alternatifs et les méthodes de production durables.

7. Lacunes en matière de politiques et de réglementation

L'absence ou la mauvaise application des normes de qualité des aliments pour animaux, le manque de clarté des incitations à l'investissement et la lenteur de la mise en œuvre des politiques découragent l'engagement du secteur privé.

8. Faible sensibilisation et compétences techniques limitées

De nombreux pisciculteurs ne bénéficient pas d'une formation adéquate sur les bonnes pratiques d'alimentation, ce qui réduit l'efficacité de l'utilisation des aliments, même lorsqu'ils sont de haute qualité, et augmente les coûts de production.

PRINCIPALES MESURES À PRENDRE POUR RÉUSSIR

1. Mettre en place des cadres de partenariat public-privé (PPP)

Élaborer des politiques et des lignes directrices nationales en matière de PPP spécifiques à la production d'aliments pour l'aquaculture, en clarifiant les rôles, les responsabilités et les mécanismes de partage des bénéfices.

2. Renforcer les infrastructures de production d'aliments

Mobiliser des investissements pour des technologies modernes de fabrication d'aliments, des systèmes de production économes en énergie et des réseaux de stockage et de distribution étendus.

3. Améliorer les chaînes d'approvisionnement en matières premières

Soutenir les modèles d'agriculture contractuelle et d'agrégation pour les principaux ingrédients des aliments (par exemple, le soja, le maïs, les substituts de farine de poisson) afin de garantir un approvisionnement régulier et des prix équitables.



4. Mettre en œuvre des normes de qualité et une certification des aliments pour animaux

Introduire et appliquer des réglementations harmonisées en matière de qualité des aliments pour animaux dans tous les pays africains, avec des laboratoires accrédités pour effectuer des tests et des certifications réguliers.

5. Mettre en œuvre des normes de qualité et un système de certification des aliments

Élaborer et appliquer des réglementations harmonisées sur la qualité des aliments aquacoles à travers les pays africains, en s'appuyant sur des laboratoires accrédités pour assurer des analyses régulières et la certification des produits.

6. Faciliter l'accès au financement

Fournir des garanties de crédit, des mécanismes de financement mixte et des incitations à l'investissement afin d'encourager l'expansion du secteur privé dans la production d'aliments pour animaux et la fourniture d'intrants.

7. Promouvoir la recherche et l'innovation

Renforcer les partenariats entre les instituts de recherche et l'industrie afin de développer des aliments pour animaux rentables et équilibrés sur le plan nutritionnel, y compris ceux utilisant des ingrédients locaux ou alternatifs.

8. Renforcement des capacités des aquaculteurs et des producteurs

Proposer des programmes de formation sur la formulation des aliments pour animaux, le contrôle de la qualité et les pratiques d'alimentation efficaces afin d'améliorer l'utilisation des aliments pour animaux et de réduire le gaspillage.

9. Favoriser la collaboration régionale

Encourager le commerce transfrontalier d'aliments pour animaux et de matières premières, et partager les meilleures pratiques en matière de modèles PPP afin de réaliser des économies d'échelle.

RECOMMANDATION POLITIQUE

Afin d'assurer une croissance durable de l'aquaculture en Afrique grâce à l'amélioration de la production d'aliments pour animaux, les gouvernements, les partenaires de développement et le secteur privé devraient adopter une stratégie ciblée de partenariat public-privé (PPP) axée sur les priorités suivantes :

1. Créer un environnement politique favorable

Élaborer et mettre en œuvre des cadres nationaux clairs pour les PPP dans le domaine de la production d'aliments pour l'aquaculture, avec des réglementations transparentes, des procédures d'octroi de licences simplifiées et des incitations à l'investissement.

2. Investir dans la capacité de production d'aliments pour animaux

Offrir des incitations fiscales (allégements fiscaux, subventions, exonérations de droits d'importation) pour les équipements modernes de fabrication d'aliments pour animaux et les solutions d'énergie renouvelable afin de réduire les coûts de production.

3. Établir des normes de qualité

Mettre en place des systèmes régionaux et nationaux de contrôle de la qualité des aliments pour animaux avec des laboratoires accrédités afin de garantir le respect des exigences nutritionnelles et de sécurité.

4. Renforcer les chaînes d'approvisionnement en matières premières

Promouvoir la production locale d'ingrédients alimentaires de haute qualité grâce à des programmes d'agriculture contractuelle, des coopératives agricoles et un soutien aux cultures résistantes au changement climatique.

5. Faciliter l'accès au financement et aux mécanismes de partage des risques

Introduire des programmes de financement mixte, des garanties de crédit et des prêts à faible taux d'intérêt afin d'attirer les investissements privés dans la production d'aliments pour animaux et l'approvisionnement en ingrédients.



6. Promouvoir l'innovation et la recherche

Financer des initiatives de recherche conjointes entre les universités, les institutions publiques et les entreprises privées afin de développer des aliments pour animaux rentables à partir de sources de protéines locales et alternatives.

7. Améliorer les compétences et les connaissances

Lancer des programmes de renforcement des capacités destinés aux exploitants d'usines d'aliments pour animaux, aux fournisseurs d'ingrédients et aux aquaculteurs afin d'optimiser la formulation, le stockage et les pratiques d'alimentation animale.

8. Encourager la collaboration régionale

Harmoniser les réglementations en matière d'aliments pour animaux et promouvoir le commerce transfrontalier afin d'élargir l'accès au marché, de réduire les coûts et de partager les meilleures pratiques entre les pays africains.

CONCLUSION

Les défis liés à la mise en place d'une industrie moderne et efficace dans le domaine de l'alimentation aquacole ne peuvent être relevés par le seul secteur public ou privé. Une approche bien structurée de partenariat public-privé (PPP) offre la voie la plus viable pour mobiliser les investissements, améliorer l'adoption des technologies, renforcer le contrôle de la qualité et garantir un approvisionnement fiable en matières premières.

En favorisant la collaboration entre les gouvernements, les acteurs industriels, les instituts de recherche et les aquaculteurs, l'Afrique peut mettre en place un secteur de production d'aliments compétitif, résilient et innovant. Cela permettra non seulement d'améliorer la rentabilité et la durabilité de l'aquaculture, mais aussi de contribuer directement à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et au développement économique sur tout le continent.

Il est temps d'agir : investir dans des cadres de PPP solides pour la production d'aliments pour animaux permettra de jeter les bases d'un secteur aquacole florissant, capable de répondre de manière durable et équitable à la demande croissante de poisson en Afrique. Le modèle (PPP) peut être appliqué pour permettre la mise en place d'autres activités clés de la chaîne de valeur.

RÉFÉRENCE

1. FAO. (2022). La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2022 : vers une transformation bleue. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. https://doi.org/10.4060/cc0461en
2. Obiero, K., Meulenbroek, P., Drexler, S., Dagne, A., Akoll, P., Odong, R., ... & Waidbacher, H. (2019). La contribution du poisson à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Est : tendances émergentes et perspectives d'avenir. Sustainability, 11(6), 1636. https://doi.org/10.3390/su11061636
3. Tacon, A. G. J., & Metian, M. (2015). L'importance de l'alimentation : satisfaire la demande alimentaire de l'aquaculture. Reviews in Fisheries Science & Aquaculture, 23(1), 1–10. https://doi.org/10.1080/23308249.2014.987209
4. Munguti, J. M., Liti, D. M., Waidbacher, H., & Straif, M. (2021). Situation et potentiel de la production et de l'utilisation d'aliments pour l'aquaculture en Afrique : une revue. Rapports sur l'aquaculture, 21, 100840. https://doi.org/10.1016/j.aqrep.2021.100840
5. Union africaine – Bureau interafricain des ressources animales (UA-BIRA). (2019). Cadre politique et stratégie de réforme pour la pêche et l'aquaculture en Afrique. Nairobi : UA-BIRA.
6. El-Sayed, A. F. M. (2020). Tilapia Culture. 2e édition. Londres : Academic Press. (Chapitre sur les aliments et l'économie de l'alimentation animale).
7. Banque mondiale. (2014). Réduire les risques sanitaires dans l'aquaculture. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17524
8. GIZ. (2021). Partenariats public-privé dans l'agroalimentaire – Lignes directrices pour réussir. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.
9. FAO. (2021). Partenariats public-privé pour un développement agricole durable. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. https://doi.org/10.4060/cb3165en
10. Banque mondiale. (2020). Partenariats public-privé dans l'agriculture : examen des enseignements tirés. Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33691

For more information:
African Union – Interafrican Bureau for Animal Resources (AU-IBAR)
Kenindia Business Park Museum Hill, Westlands Road
P.O. Box 30786-00100 Nairobi, Kenya Tel:+254 (20) 3674 000
Email: ibar.office@au-ibar.org Website: www.au-ibar.org